

Avis de gros temps au MoDem

L'ex-candidate à la Commission européenne a été mise en examen dans l'enquête sur les emplois présumés fictifs du MoDem. Bayrou sera entendu vendredi.

PAR VALÉRIE HACOT

DURE SEMAINE pour le MoDem... On l'a appris hier, Sylvie Goulard, l'éphémère ministre des Armées d'Emmanuel Macron et actuelle seconde sous-gouverneuse de la Banque de France, a ouvert le bal en écopant vendredi d'une mise en examen pour « détournement de fonds publics » dans le cadre de l'affaire des emplois présumés fictifs des assistants des députés européens. Une enquête qui lui avait déjà coûté sa place de commissaire européenne en octobre. Demain, ce sera vraisemblablement au tour de la vice-présidente du parti, Marielle de Sarnez, en attendant François Bayrou vendredi. « La juge a déjà dit qu'elle allait mettre tout le monde en examen. Donc on s'y prépare », anticipe un dirigeant du parti centriste.

De quoi sérieusement plomber l'ambiance au sein de la formation. « C'est la panique. Tout le monde est en réunion avec ses avocats », confie, dépité, un cadre du parti. De quoi donner aussi quelques sueurs froides à Emmanuel Macron et à sa majorité qui voient ainsi l'un de leurs principaux alliés pris en pleine tourmente. « On s'en serait bien passé. Mais ce n'est pas

plus embêtant qu'une mise en examen de Richard Ferrand (NDLR : le président de l'Assemblée nationale) qui n'a jamais démissionné de ses fonctions », relativise un conseiller ministériel. « Vu ce qui nous attend cette semaine avec la grève, cela devrait passer relativement inaperçu », tente de se rassurer un autre.

Des relations rafraîchies avec LREM

« Politiquement, en tout cas, cela aura un impact. Cela va affaiblir la parole de François Bayrou », analyse un député LREM. Emmanuel Macron apporte toutefois toujours un soutien sans faille à celui qu'il considère comme l'un de ses plus proches. Le 17 décembre, le chef de l'Etat fera un déplacement à Pau (Pyrénées-Atlantiques), la ville de François Bayrou. L'occasion de s'afficher ostensiblement aux côtés du chef du MoDem. « C'était prévu de longue date, mais cela permet de faire passer le message qu'ils s'aiment toujours », souligne un conseiller ministériel.

« François s'attendait à avoir plus de soutien de la part de la majorité. Quand Ferrand a été mis en examen, tout le monde a fait bloc, là on en est loin », pointe un proche du maire



Bruxelles (Belgique), le 2 octobre. Sylvie Goulard est poursuivie pour « détournement de fonds publics ». D'autres cadres du MoDem pourraient suivre, comme Marielle de Sarnez et François Bayrou.

de Pau. Tandis que d'autres redoutent que la République en marche – avec qui les relations se sont singulièrement rafraîchies sur fond de tension pour les investitures aux municipales – ne profite carrément de l'occasion : « Les dirigeants de LREM veulent tuer le MoDem et ils se disent que

c'est le bon moment. Parce que ce sont des cons. Ils ont la culture du PS, ils sont hégémoniques et n'ont pas compris que l'hégémonie c'est la mort », s'alarme déjà Richard Ramos, le secrétaire général adjoint du mouvement centriste. Des angoisses infondées, à en croire un dirigeant

d'En Marche : « Certains seront tentés çà et là d'appuyer là-dessus pour s'opposer à quelques investitures. C'est un mauvais pari. Ils ont 50 parlementaires, nous avons toujours besoin du MoDem. » Surtout à l'heure où une dizaine de députés LREM ont déjà claqué la porte du groupe...